
Points clés

- Le renforcement de la composante navale du système de défense antimissile américain menace la parité nucléaire. Moscou doit y répondre en abaissant le seuil d'utilisation de l'arme nucléaire et en concevant de nouveaux systèmes d'armes.
 - Le rôle des SNLE dans la triade nucléaire russe se renforce, comme en témoigne l'intensification de leur construction.
 - Le déploiement de systèmes de défense antiaérienne dans les îles Kouriles est une démonstration de force sans réelle utilité militaire.
-

Nucléaire et dissuasion

Pour K. Sivkov, vice-président de l'Académie russe des sciences des missiles et de l'artillerie, **la Russie doit prendre des mesures face au renforcement du système de défense antimissile américain, en particulier de sa composante navale, qui menace l'équilibre stratégique.** Tout d'abord, **le seuil d'utilisation de l'arme nucléaire doit être abaissé** ; la destruction d'une infrastructure critique russe ou le lancement d'un petit nombre de missiles vers la Russie justifieraient une riposte nucléaire. En matière d'armement, **il faut développer des systèmes radio-électroniques** visant à réduire l'efficacité de la surveillance aérienne et spatiale américaine. **Moscou pourrait aussi déployer des missiles balistiques intercontinentaux (ICMB) d'une portée de 35 000 à 40 000 km** (le tour du globe) afin de multiplier les angles d'attaque. Le déploiement de missiles côtiers basés sur la version terrestre du *Tsirkon* à l'ouest de la mer de Barents et dans le détroit de la mer d'Okhotsk permettrait de maintenir à distance les navires antimissiles. En outre, la totalité des ICBM et des missiles mer-sol balistiques stratégiques (MSBS) pourraient être équipés d'ogives manœuvrables de type *Avangard*. Enfin, Moscou pourrait miser sur les torpilles *Poséidon*, qui devraient rester invulnérables pour les 20 à 30 ans à venir (*Voïenno-Promyshlennyï Kourier*, 30 novembre 2020).

Commentant le tir réussi de quatre missiles balistiques mer-sol *Boulava* depuis un sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE) en Arctique en décembre, l'expert militaire D. Litovkine affirme que ce missile est un élément crucial de la dissuasion stratégique russe. **Si les sous-marins ont longtemps joué un rôle secondaire dans les scénarios militaires russes, la situation a changé.** Il est prévu de construire dix sous-marins de classe *Boreï* pouvant chacun embarquer 10 missiles *Boulava* équipés de 16 ogives. Ce nouveau système est un atout pour la Russie dans les négociations avec Washington pour la reconduction du New-START (*Ekonomika Segodnia*, 12 décembre 2020).

Outil militaire : capacités et modernisation

Selon A. Arbatov, de l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales (MEMO), **le déploiement d'un système de défense antiaérienne sur les îles Kouriles est une démonstration de force** qui répond à l'abandon du traité sur les Forces nucléaires intermédiaires (FNI). **Sa pertinence militaire est contestable** : une intervention militaire japonaise ou américaine sur ce territoire est très peu probable, et le déploiement de missiles à portée intermédiaire américain dans la zone reste incertain (*Interfax - AVN*, 2 décembre 2020).

Élites / *Siloviki*

Le politologue G. Pavlovski estime que V. Poutine quittera probablement le Kremlin dès 2022, soit bien avant la fin de son mandat. Des élections présidentielles anticipées permettraient de prévenir une crise de type bélarusse. Selon toute vraisemblance, V. Poutine conservera cependant un rôle aux commandes de l'État (*Ekho Moskvy*, 16 novembre 2020).

Points clés

- Sous l'administration Biden, les pressions occidentales sur Moscou devraient s'accroître. La Russie doit anticiper les risques en réformant son régime et en adoptant une politique étrangère moins contestable.
- Moscou n'a pas besoin d'alliés car la détention de l'arme nucléaire suffit à sa puissance internationale et à sa survie. Il n'est disposé à défendre les autres États que si cela sert ses propres intérêts. Cette approche vaut également pour les régimes qui lui sont loyaux.
- La future présidence russe du Conseil de l'Arctique interviendra sur fond de militarisation régionale croissante et de tensions géopolitiques. Il sera difficile pour Moscou de promouvoir un agenda de coopération environnementale et socio-économique.

Contexte stratégique

D. Trémine, du Centre Carnegie de Moscou, considère que **sous la présidence Biden, la situation de la Russie sur la scène internationale pourrait encore se dégrader**. Washington se coordonnera probablement avec les pays européens pour la contenir. L'impossibilité (à court et moyen termes) d'une relance des relations russo-européennes renforcera pour Moscou l'importance des partenaires non-occidentaux, principalement Pékin. Or, **si l'administration Biden décide d'adopter un ton moins hostile à l'égard de la Chine, celle-ci pourrait réduire son soutien à Moscou** et se conformer (de manière informelle) aux sanctions américaines, afin de protéger ses intérêts économiques. À cela s'ajoute l'impasse du règlement du contentieux russo-japonais, la poursuite du rapprochement indo-américain et la dépendance militaire persistante des États du Golfe vis-à-vis des États-Unis. **Sur le plan intérieur, Washington cherchera probablement à influencer la transition du pouvoir russe en sa faveur**. Moscou doit se prémunir contre les tentatives de pression de son adversaire en renouvelant ses élites pour favoriser une meilleure gouvernance, et en adoptant une politique étrangère plus consensuelle, basée sur la défense légitime de l'intérêt national (*Centre Carnegie de Moscou*, 3 décembre 2020).

Pour T. Bordatchev, du Club Valdai, en tant que puissance nucléaire, **la Russie n'a pas besoin d'alliés** pour assurer sa survie. Dans les institutions internationales, les alliances avec des États plus faibles ne changent rien à l'équilibre des pouvoirs. Par conséquent, **Moscou ne considère pas les intérêts de ses partenaires, même les plus loyaux, comme une priorité de sa politique étrangère**. Cette posture explique la diminution progressive de son engagement politico-militaire à l'étranger, et plus particulièrement le soutien modéré apporté par Moscou à Erevan lors du conflit au Haut-Karabagh. Les États souhaitant bénéficier de la protection russe ne doivent plus prendre celle-ci pour acquise, mais démontrer leur utilité pour Moscou (*Club Valdai*, 11 novembre 2020).

Arctique

E. Tchernenko, de *Kommersant*, rapporte que **la présidence russe au sein du Conseil de l'Arctique (2021-2022) se concentrera sur la résolution des problèmes environnementaux, sociaux et économiques de la région. Ces ambitions se heurteront cependant à plusieurs obstacles**. D'une part, l'efficacité du Conseil de l'Arctique laisse à désirer, et les pays de l'Arctique tentent généralement de résoudre eux-mêmes les problèmes qui se posent sur leur territoire. D'autre part, le travail du Conseil est affecté par des désaccords géopolitiques. Ainsi, pendant sa présidence en 2015, le Canada a refusé de signer tout accord juridiquement contraignant avec la Russie en raison du conflit en Ukraine. Enfin et surtout, **le renforcement de l'activité militaire dans la région nuit à la coopération**. La Russie et les autres pays membres, principalement les États-Unis, le Canada et la Norvège, musclent leurs infrastructures et leurs contingents militaires dans l'Arctique et y effectuent des exercices de grande envergure. La Russie dénonce la « militarisation de l'Arctique » par les pays occidentaux, qui, à leur tour, justifient leur action par « l'aggravation de la menace russe ». Or, pour éviter de paralyser l'activité du Conseil, les questions de sécurité militaire sont exclues de son ordre du jour. De fait, **les États arctiques continuent de promouvoir la région comme un « théâtre de coopération pacifique », tout en se préparant à en faire un théâtre de guerre**. On ignore si la Russie se saisira de ce problème pendant sa présidence (*Kommersant*, 26 novembre 2020).

Russie / Occident

Pour A. Arbatov, **le traité international « Ciel ouvert » reste le dernier garant de la transparence et de la prévisibilité en Europe**, alors que la Russie a renoncé à participer au Traité sur les forces conventionnelles et que le Document de Vienne n'est guère mis en œuvre. Moscou a adopté une posture raisonnable en acceptant de rester dans ce traité malgré le retrait américain, en imposant deux conditions : premièrement, les pays de l'OTAN qui effectueront des survols du territoire russe, ne devront pas transmettre les données recueillies aux Américains. Deuxièmement, la Russie

Points clés

- La Russie doit rester dans le traité « Ciel ouvert », qui demeure pertinent sur le plan militaire même après le retrait des États-Unis, et qui constitue le dernier gage de transparence et de prévisibilité en Europe. En outre, le changement d'administration à Washington laisse espérer un retour de celui-ci dans le traité et, plus généralement, une reprise du dialogue stratégique.
- La situation politico-économique de la Moldavie, du Bélarus et de l'Ukraine dépend largement de l'importance géopolitique que la Russie et l'Occident leur accordent. L'implication chinoise dans ces pays est limitée sur le plan économique, et absente sur le plan politique.
- Ankara cherche à provoquer une nouvelle escalade dans le Donbass afin de détourner l'attention de Moscou, pour l'évincer du Caucase du Sud.
- Le retrait des forces russes de Transnistrie demandé par M. Sandu a peu de chance de se réaliser : Moscou ne le souhaite pas, la capacité de l'OSCE à assurer le maintien de la paix est mise en doute, le sort du dépôt d'armes situé à Cobasna, près de la frontière ukrainienne, serait incertain.

conservera la possibilité de survoler les installations américaines situées sur le sol européen. **Le retrait de Washington ne remet pas en cause l'intérêt du traité pour Moscou, dans la mesure où 90 % des vols de surveillance russes s'effectuent au-dessus de l'Europe.** En outre, l'administration Biden optera probablement pour un retour américain dans l'accord. Les deux camps devront d'abord résoudre les contentieux qui lui sont liés, concernant (côté russe) le survol de l'Ossétie du Sud, de l'Abkhazie, de la Crimée et de Kaliningrad, et (côté américain) de Hawaï et de l'Alaska. Il faudra également sauver ce qui reste du traité FNI, sur la base du moratoire proposé par Moscou. La priorité absolue reste la prolongation du traité New START, qui pourrait favoriser le rétablissement ou la conservation de l'ensemble des accords de sécurité (*Ekho Moskvy*, 24 novembre 2020).

Espace postsoviétique

Pour M. Samoroukov et T. Oumarov, du Centre Carnegie de Moscou, **la coopération économique de l'Ukraine, du Bélarus et de la Moldavie avec la Chine progresse moins vite que celle de Pékin avec la plupart des pays du monde.** En outre, **les exportations de ces trois pays sont peu diversifiées** et se composent essentiellement des matières premières, donc hautement vulnérables à la volatilité des prix et à la concurrence internationale. **Les investissements directs chinois restent modestes** : en 2018, ils représentaient 600 millions de dollars pour les trois pays, soit trois fois moins que pour le Ghana. Le projet des routes de la Soie ne profite réellement, pour l'heure, qu'au Bélarus. **La coopération militaro-technique a passé son pic**, même si l'Ukraine reste le troisième fournisseur d'armes à la Chine. Cette dernière dispose désormais de la plupart des technologies militaires nécessaires. En outre, du fait de sa vision dépolitisée de la région, **Pékin n'a apporté aucun soutien à ces pays dans les crises (géo)politiques qu'ils ont traversées ou traversent**, qu'il s'agisse de la Crimée, des secousses politiques en Moldavie ou des élections au Bélarus. De fait, **la seule ressource des trois pays à l'international est leur capacité à jouer sur les oppositions entre la Russie et l'Occident** ; en tant que partenaires, ils ont peu à offrir (*Centre Carnegie de Moscou*, 30 novembre).

Ukraine

Pour V. Volgaïev, de *Voïenno-Promychlennyï Kourier*, l'entraînement par la Turquie de militaires ukrainiens utilisant des drones turcs, l'acquisition d'armes turques par l'Ukraine et la récente déclaration commune de R.T. Erdogan et V. Zelensky sur la Crimée annoncent un nouveau cycle de tensions. **Ce rapprochement turco-ukrainien initié lors de la « phase chaude » du conflit du Haut-Karabagh poursuit un double objectif.** D'une part, R. T. Erdogan compte capitaliser sur les succès obtenus par les drones turcs. D'autre part, il cherche à entraîner l'Ukraine dans une nouvelle offensive dans le Donbass, afin de contraindre la Russie à y déployer ses forces. Ankara et Bakou pourraient alors prendre l'ascendant dans le Caucase du Sud et en évincer Moscou (*Voïenno-Promychlennyï Kourier*, 1^{er} décembre 2020).

Moldavie

Tandis que la nouvelle présidente moldave M. Sandu a exprimé le souhait de voir des observateurs de l'OSCE se substituer aux militaires russes en Transnistrie, le journaliste de *BBC News – Rousskaïa Sloujba* I. Barabanov souligne qu'un éventuel retrait russe n'irait pas sans difficultés. D'une part, **depuis 2014, les membres des forces de maintien de la paix en Transnistrie** (hormis les commandants) **sont essentiellement recrutés parmi la population locale**, car la rotation des troupes russes *via* l'Ukraine (prévue par les accords) n'est plus possible. D'autre part, **les armes et munitions soviétiques détenues dans l'immense dépôt de Cobasna ne pourraient pas transiter par l'Ukraine** et il semble complexe de les détruire sur place. Cependant, **le principal obstacle est d'ordre politique** : Moscou ne souhaite simplement pas retirer ses troupes de la région ; **le maintien du gel des négociations serait le scénario le plus plausible en dépit de la volonté de changement exprimée par M. Sandu** (*BBC News – Rousskaïa Sloujba*, 30 novembre 2020).

Points clés

- Plusieurs caractéristiques du conflit du Haut-Karabagh pourraient devenir des constantes dans les guerres à venir : dissimulation (*maskirovka*), recours à des combattants étrangers, rôle déterminant des drones. La Russie doit en tirer les enseignements.
 - Certains experts prévoient une présence durable de l'armée russe au Haut-Karabagh, sur le modèle de l'Ossétie du Sud. Le bellicisme de Bakou, soutenu par Ankara, pourrait cependant mettre en péril la mission russe de maintien de la paix.
-

N. Chevtchouk, de la RANÉPA, rappelle que le déploiement d'observateurs internationaux en 1992 n'avait pas permis de protéger la population civile de Transnistrie. L'OSCE paraît peu disposée à intervenir, compte tenu de ses échecs précédents dans les conflits gelés postsoviétiques (Ossétie du Sud, Karabagh). Pour l'heure, **seules les forces russes semblent permettre une paix durable** (*Rossia v Globalnoï Politike*, 8 décembre 2020).

Selon le politologue A. Okara, du Centre des études des pays d'Europe orientale, les tensions entre Tiraspol et Chisinau qui ont mené au conflit armé de 1992 s'étant largement apaisées, une résurgence du conflit semble exclue. En outre, la région est moins critique pour la Russie que l'Ukraine et la Biélorussie. **La Russie serait probablement disposée à restituer la Transnistrie à la Moldavie, mais elle cherche le meilleur moyen d'en tirer des dividendes politiques** (*Rosbalt*, 2 décembre 2020).

Caucase du Sud

L'expert militaire de *Govorit Moskva* A. Frolov dresse un bilan militaire intermédiaire de la guerre du Haut-Karabagh, premier conflit ayant opposé des adversaires quasiment égaux depuis de nombreuses années, et dont les enseignements doivent être tirés pour les guerres à venir. En matière de rapidité et d'efficacité, le conflit peut être comparé à la guerre israélo-arabe de 1948. Il s'est avéré particulièrement meurtrier, les pertes étant comparables à celles de la « phase chaude » du conflit du Donbass qui a duré près d'un an. **L'implication de pays tiers a été limitée** : la Russie s'en est tenue à des livraisons d'armes ; on n'a aucune preuve d'un engagement direct de l'armée turque, même si elle a probablement soutenu celle de l'Azerbaïdjan à distance. Dans le même temps, **les deux camps ont activement recouru à des combattants étrangers**, pro-turcs de Syrie d'un côté, Arméniens de la diaspora de l'autre. **L'Azerbaïdjan a bénéficié d'un effet de surprise** : les exercices conjoints Azerbaïdjan-Turquie en juillet-août se sont accompagnés de mesures inédites de dissimulation (*maskirovka*) des plans et de désinformation. Les derniers préparatifs ont probablement été réalisés juste avant l'opération afin d'éviter les fuites. Faute de moyens de renseignement spatial et aérien, l'Arménie n'a pas pu suivre le déploiement discret des forces ennemies. **La consommation de munitions très élevée des deux côtés a aussi démontré l'importance de la planification militaire à long terme et de la constitution de stocks**. Par ailleurs, **l'utilisation de drones de reconnaissance et de combat a occasionné une part significative des destructions subies par l'Arménie**. Le recours massif aux drones a montré l'importance d'établir des fortifications (notamment souterraines) pour dissimuler les équipements vulnérables. La menace que représentent les « essais » de drones incite également à développer des lance-missiles sol-air équipés de munitions nombreuses et peu coûteuses, d'outils radio-électroniques, et automatisés au maximum. En outre, pour limiter les pertes humaines, tous les véhicules en première ligne devraient être équipés de cabines blindées et de systèmes d'alerte anti-drones (*Rossia v Globalnoï Politike*, 1^{er} décembre 2020).

Le rédacteur-en-chef de *Nezavissimaïa Gazeta* V. Litovkine estime que **l'armée russe restera au Haut-Karabagh pour les décennies à venir**. La probabilité d'une agression de l'Azerbaïdjan contre la population arménienne ou d'une reprise du conflit en cas de retrait russe serait trop élevée pour envisager le départ des forces de maintien de la paix. **La région pourrait connaître un destin similaire à celui de l'Ossétie du Sud**. Le déploiement de forces russes envoie aussi un signal à Chisinau, qui devrait se garder de toute intervention militaire en Transnistrie (*Nezavissimaïa Gazeta*, 25 novembre 2020).

L'expert militaire A. Golts estime que les récents accrochages militaires dans le Haut-Karabagh montrent que le conflit est loin d'être résorbé. Le discours, du président azerbaïdjanais, I. Aliev, présentant Erevan comme une terre azerbaïdjanaise est révélateur de son souhait d'obtenir une victoire complète. **La mission russe d'interposition risque de se trouver en grande difficulté si certains points de l'accord de cessez-le-feu ne sont pas clarifiés**, notamment concernant les

Points clés

- L'unique aéroport du Haut-Karabagh à Khodjaly pourrait accueillir une base militaire russe.
 - Malgré ses ambiguïtés, le partenariat russo-turc sert les intérêts de la politique étrangère russe. La compréhension entre Poutine et Erdogan permet à Moscou de s'adapter aux actions de son « allié antagoniste » et d'en tirer des bénéfices.
 - La Russie pourrait jouer un rôle déterminant dans le sauvetage de l'accord sur le nucléaire iranien, en accompagnant sa mise en œuvre sur le terrain. Elle devra cependant obtenir l'assurance que Washington n'appliquera pas de sanctions contre les projets russo-iraniens et les entreprises russes impliquées.
-

conditions d'emploi de la force par les soldats de maintien de la paix ainsi que le statut de la « zone grise » de Hadrout (*Ejednevnyi Journal*, 14 décembre 2020).

Selon le colonel de réserve et expert militaire V. Popov, l'utilisation de l'unique aéroport du Haut-Karabagh (à Khodjaly près de Stepanakert) permettrait aux forces russes d'optimiser leur approvisionnement, qui s'effectue actuellement par la route depuis Erevan. **L'aéroport de Khodjaly pourrait même devenir une base russe**, sur le modèle de celle de Hmeimim en Syrie. Son territoire est suffisamment vaste pour construire des entrepôts et autres infrastructures logistiques. Le général-lieutenant Iou. Netkatchev souligne cependant que la piste devra être modernisée pour accueillir les avions lourds Il-76, qui transportent la majeure partie du fret militaire. Le coût s'élèverait alors à 11 millions d'euros et devrait être supporté par la Russie ou par l'Azerbaïdjan. Quoi qu'il en soit, **l'Azerbaïdjan ne cèdera l'aéroport de Khodjaly à l'armée russe que si Moscou favorise le retour des déplacés azéris dans la zone** (*Politicheskii Kaleidoskop*, 4 décembre 2020).

Moyen-Orient

A. Mardassov du RIAC et K. Semenov, de l'Institut pour le développement et l'innovation, observent que **la relation russo-turque, malgré ses contradictions, sert les intérêts de la politique étrangère russe**, de façon certes paradoxale. Ainsi, le soutien turc à l'intervention militaire azerbaïdjanaise au Haut-Karabagh a révélé l'impuissance du groupe de Minsk et permis à la Russie de s'imposer dans le processus de paix. **Le flou du traité de cessez-le-feu pourrait être source de tensions, notamment en cas de déploiement de soldats turcs dans la région, mais comprend aussi des avantages pour Moscou**. Celui-ci pourra ainsi ajuster les accords pour ne pas s'impliquer en cas de reprise du conflit, et envisager un « troc territorial » avec Ankara, comme en Syrie. Malgré les antagonismes, la compréhension mutuelle entre V. Poutine et R.T. Erdogan permet à la relation entre les deux pays de fonctionner. **L'ambiguïté de cette relation se retrouve aussi sur le dossier libyen** : certes, la Russie participe à une coalition antiturque aux côtés des Émirats arabes unis, de l'Égypte et de l'Arabie saoudite. Cependant, les deux puissances rivales ont évité un affrontement ouvert, et **les consultations russo-turques ont conduit à la fin de la phase active des combats**. La coopération turco-ukrainienne, notamment dans le domaine militaro-technique, contrebalance les liens de Moscou avec les adversaires régionaux de la Turquie. Enfin, l'influence d'Ankara sur les peuples turciques de l'espace postsoviétique devrait rester limitée, compte tenu des difficultés économiques de la Turquie. **En tout état de cause, la Russie devrait davantage se soucier de l'expansionnisme chinois que du néo-ottomanisme**, car la Chine est bien plus proche des zones les plus vulnérables de la Russie, où se concentrent ses principales ressources naturelles (*Riddle*, 26 novembre 2020).

Pour S. Batsanov (diplomate), A. Khlopov et V. Tchernavskikh (respectivement directeur et chercheurs du Centre d'énergie et de sécurité), **Moscou pourrait jouer un rôle clé dans la restauration de l'accord sur le nucléaire iranien (JCPOA)**. Les canaux de communication politiques et stratégiques russo-iraniens restent actifs ; le ministre des Affaires étrangères iranien s'est rendu trois fois à Moscou entre juin et novembre 2020. Certes, il incombera à Washington de corriger les erreurs de l'administration Trump sur ce dossier. Néanmoins, **les acteurs de l'industrie nucléaire russe pourraient à nouveau participer à des projets techniques visant à aligner le programme nucléaire iranien sur le traité**. Cela ne sera envisageable que si Washington renonce préalablement à toute sanction visant Rosatom et les projets de coopération nucléaire russo-iraniens. Dans cette optique, la participation éventuelle de la Russie aux projets techniques du JCPOA devra faire l'objet de consultations entre Washington et Moscou. Plus généralement, le concept de sécurité collective dans le golfe Persique proposé par la Russie pourrait servir de base à un dialogue russo-américain en faveur d'une stabilisation de la situation régionale (*Rossia v Globalnoi Politike*, 7 décembre 2020).

Points clés

- Les perspectives de la Russie sur le marché mondial de l'énergie sont préoccupantes. Moscou devra poursuivre sa coopération avec l'OPEP pour assurer la stabilité des cours.
-

Afrique

Pour les africanistes A. Maslov (de la société de conseil *IntExpertise*) et P. Sliouartchouk (du Haut collège d'économie), la future base russe au Soudan s'inscrit dans un contexte régional marqué par l'émergence de deux coalitions politico-militaires : la première est dirigée par les Émirats arabes unis, l'Égypte et l'Arabie saoudite, rejoints par le Maroc, le Soudan, des groupes de l'est de la Libye, le Tchad et d'autres pays – dont la Russie, qui tend à se départir de sa neutralité antérieure. La deuxième se forme autour du Qatar et de la Turquie ; s'y greffent Tripoli, la Tunisie (en partie), les groupes du nord de la Syrie, et l'Azerbaïdjan. **Le point d'appui russe en mer Rouge ne vise pas à pénétrer à l'intérieur du continent africain, mais à renforcer les capacités de dissuasion de la Russie pour défendre ses intérêts** dans un contexte de confrontation régionale et mondiale. Les tensions internationales favoriseront l'apparition de nouveaux points d'appui russes sur la côte africaine (*Centre Carnegie de Moscou*, 11 décembre 2020).

Énergie

L'économiste S. Khestanov estime que deux facteurs menacent les revenus pétroliers de la Russie : une éventuelle nouvelle guerre des prix entre les membres de l'OPEP et la transition énergétique, dans la mesure où la future taxe carbone européenne pourrait rendre les exportations russes vers l'UE non-rentables. Les réserves de change de la Russie ont atteint leur maximum en août 2020, ce qui suggère que les autorités s'attendent à une situation plus dure dans l'avenir (*Novaïa Gazeta*, 7 décembre 2020).

K. Simonov, directeur de la Fondation nationale de sécurité énergétique, estime que la position de compromis adoptée par Moscou au dernier sommet de l'OPEP+ favorise le maintien de l'équilibre du marché. **Moscou doit admettre que le cours du pétrole ne dépassera plus 50-60 dollars sur le long terme (pour ne pas favoriser le gaz de schiste américain) et que la production restera régulée par l'OPEP+** (*Aktoualnye Kommentarii*, 4 décembre 2020).

*avec le soutien de la Direction générale des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS), Ministère des Armées.